

10 février 2014

Tarifs de transport en commun

La direction de Québec solidaire persiste et signe son reniement de la plate-forme

On s'émeut que la direction Solidaire ait enfin daigné faire un communiqué de presse en réaction aux récentes hausses des tarifs doublé, à Montréal, d'une baisse de service. Mais cette joie a tôt fait de se transformer en consternation si ce n'est en colère. Au-delà de la dénonciation, tout ce que la direction Solidaire a à dire c'est que malgré qu'« [à] Montréal, le prix régulier de la CAM mensuelle [ait] augmenté de 58 % entre 2001 et 2013 [m]algré tout, la métropole fait bonne figure en matière de transport collectif. » Nulle question de la gratuité du transport public sur dix ans que met de l'avant la plate-forme électorale. La direction aurait au moins pu réclamer un gel de la tarification suite à l'annulation des récentes hausses partout au Québec où il y a du transport en commun. C'est ce qu'a voté d'ailleurs la dernière assemblée générale annuelle de la circonscription d'Hochelaga-Maisonneuve de Québec solidaire :

« Il est résolu que l'AG de QSHM recommande au Comité de coordination nationale que

« La direction du parti émette un communiqué de presse réclamant le gel des tarifs de transport en commun dans la perspective d'atteindre la gratuité sur une période de dix ans et une compensation aux sociétés de transport pour le manque à gagner.

On note même la gêne de la modeste revendication d'un investissement supplémentaire d'un milliard \$ par année sur dix ans. On reconnaît que cette hausse ne permettrait que « *le seul maintien des infrastructures actuelles et [de] répondre minimalement à l'augmentation de la demande...* » On est loin du récent « *manifeste pour sortir de la dépendance au pétrole* » promu à la une du site web du parti qui revendique « *une politique de mobilité durable ambitieuse pour donner aux sociétés de transport en commun des moyens financiers suffisants et prévisibles pour améliorer l'offre de transport et maintenir leur accessibilité financière.* » On est encore plus loin de la plate-forme du parti qui propose de « *développer un vaste plan de transport collectif à l'échelle du Québec, dont les objectifs prioritaires seront d'atteindre nos cibles de réduction de gaz à effet de serre [lesquelles sont une] réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) d'au moins 40% par rapport à 1990 d'ici 2020 [et non pas le 25% péquiste comme le répète la direction Solidaire] [...et d']abandonner l'utilisation des diverses formes d'énergie fossile d'ici 2030.* »

Une chance que la direction Solidaire peut compter sur l'austérité péquiste qui cache mal un généreux soutien à l'entre prise privée dont le bradage de l'hydroélectricité que la STM, elle, devra payer plus cher. Le PQ vient d'annoncer que pour lui ce sera un milliard \$ de plus pour le transport en commun... à petites doses d'ici 2020. Ce grignotage pris à même le budget du réseau routier laissera quand même au moloch routier 73% du « Plan québécois des infrastructures » (PQI) au lieu de 78% ! Facile pour la direction Solidaire de se démarquer à la marge sur sa gauche. Reste que cette politique des petits pas qui ne rompt rien ne serait qu'une aspirine pour soulager un cancer. On s'attend de la direction Solidaire qu'elle soit à la hauteur alternative de sa plate-forme. On chuchote dans les officines du parti que les revendications écologiques de la plate-forme seraient irréalistes. Serait sans doute réaliste de laisser cuire la planète comme l'annonce encore et encore le GIEC, l'organisme spécialisé des Nations unies.

Comme le disait le mémoire du Comité thématique sur l'environnement de Québec solidaire pour la Commission sur les enjeux énergétiques du Québec, mémoire renié par la direction du parti et interdit de publication sur son site et ailleurs :

« La Commission suggère quelques cibles pour [atteindre la cible de 25% du PQ]: conversion de 100 000 logements du mazout ou gaz naturel à l'électricité sur une possibilité de 650 000 ; convertir à l'électricité 31 000 bâtiments mais sans pointer du doigt le sous-secteur commercial et institutionnel, pourtant le plus mauvais élève avec une hausse de près de 20% des émanations de GES sur 20 ans car il "utilise largement les combustibles fossiles pour le chauffage des bâtiments" ; retirer de la route ou convertir à l'électricité 2.1 millions d'autos ou de camions légers (près de 50% du parc) mais sans rien proposer pour le transport collectif ; et réduire des deux tiers les émissions des alumineries.

« L'urgence climatique réitérée par le cinquième rapport du GIEC commande plutôt d'atteindre non pas la borne inférieure de la fourchette de 25% pour les anciens pays industrialisés, responsable historique de la catastrophe appréhendée, mais la borne supérieure, soit "de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) par rapport à 1990 d'au moins 40 % d'ici 2020, et de 95% d'ici 2050 [et] d'abandonner l'utilisation des diverses formes d'énergie fossile d'ici 2030" comme le propose Québec solidaire dans sa plate-forme électorale de 2012 et aussi dans son programme.

« Comme notre parti le propose, il suffirait de parachever les propositions de la Commission par un programme de rénovation écoénergétique de tous les bâtiments résidentiels, institutionnels et commerciaux, d'un virage à 180 degrés vers le transport collectif électrifié des personnes et vers celui des marchandises par rail et par cabotage aux dépens de l'automobile et des camions lourds. Il faudrait aussi être plus exigeant envers les entreprises car "les analyses d'efficacité énergétique démontrent l'existence d'un fort potentiel de gains énergétiques à réaliser dans le secteur industriel [...] En mars 2013, 2057 sites industriels avaient obtenu une certification ISO 50001 [performance énergétique], alors qu'on ne compte qu'un seul site certifié au Québec." Comme le rappelle la Commission : "...au début des années 1980, le Québec a réussi à changer ses habitudes de consommation de pétrole de façon radicale [...] soit une chute de 41% en neuf ans." »

Pour sauver la planète, et en passant pour atteindre le plein emploi écologique, il faut être réaliste en arrachant au capital ce qui pour lui est impossible. Ou est l'argent ? Dans les banques, dans les paradis fiscaux et même dans les trésoreries des entreprises non financières, 575 milliards \$ au Canada en 2011 selon une étude du CTC, une augmentation de 200% depuis 2001. Il faut bien sûr le « courage politique » d'aller le chercher par la taxation, l'interdiction légale et l'expropriation.

Marc Bonhomme, 10 février 2014

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca